

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la Chambre des représentants (Parlement), notamment sur la paix, les conflits du Proche et du Moyen-Orient, les conflits régionaux en Afrique, la CEE, la coopération franco- marocaine, Rabat, jeudi 27 janvier 1983.

Monsieur le président,

- Messieurs les représentants,

- C'est un grand honneur pour moi que de pouvoir m'exprimer devant votre assemblée `Parlement` et de m'adresser, par l'intermédiaire de vos personnes, au peuple marocain. Je suis sensible à votre accueil comme à la qualité de l'hospitalité marocaine, depuis le moment où j'ai commencé, il y a quelques heures à peine, mon séjour au Maroc. Cette visite marquera une nouvelle étape et, je l'espère, un temps fort des relations entre nos deux pays. Celles-ci sont anciennes, elles ont connu les vicissitudes de l'histoire, des moments cruels, puis encore des moments riches et heureux.

- J'en retiendrai l'essentiel. A l'heure décisive, des Français ont su prendre conscience des aspirations légitimes du peuple marocain incarné et guidé par un grand souverain Mohamed V, auquel je rends ici hommage. Il y a 27 ans, le 2 mars 1956, fut un dénouement exemplaire et un nouveau départ. Les épreuves qui auraient pu nous séparer pour longtemps ont au contraire forgé entre nos deux peuples des liens solides et féconds qui ont résisté au temps.\

Messieurs les représentants, la paix est le premier des principes et objectifs fondamentaux sur lesquels se fonde, vous le savez, la politique extérieure de la France. J'étais, il y a quelques jours à Bonn pour célébrer une entente qui dure depuis maintenant 37 ans et le 20ème anniversaire du traité de l'Elysée entre la France et l'Allemagne. Les Français et les Allemands ont payé dans leur chair le -prix de guerre fratricide mais ils ont voulu leur réconciliation et c'est cette réconciliation qui a rendu l'Europe possible. De même, à l'Organisation des Nations unies `ONU`, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité ou dans toute autre instance, la France s'est toujours affirmée prête à contribuer à la résolution pacifique des conflits partout où ils se déroulent à la surface du globe.

- Autre principe élémentaire, l'indépendance nationale, inséparable du droit de souveraineté.

Notre capacité de défense y puise son meilleur ressort et nous en connaissons si bien le -prix que nous comprenons l'aspiration obstinée des peuples comme le vôtre qui en ont été, ou qui en sont privés. Y a-t-il enfin bien plus précieux, messieurs, que la liberté pour les peuples comme pour les individus ? Vous, Marocains, qui êtes pénétrés de notre histoire, connaissez l'importance du legs de 1789 - universel autant que français - et de la Déclaration des Droits de l'Homme. Oh, certes, la France n'a pas à s'ériger et ne s'érige pas en juge des uns, des autres, dont les situations diffèrent ! Mais autorisez le Président d'un pays ami à se réjouir des promesses que contient votre Constitution, des perspectives aujourd'hui tracées.\

Mais, dans le monde actuel, ces grands principes n'auront ni fondement solide, ni traduction concrète si n'est pas assuré le droit au développement, et mon pays s'emploie à justifier dans son action son adhésion à cette règle essentielle. D'abord, en assumant ses engagements avec les

pays qui lui sont particulièrement associés, je pense aux pays du continent africain, du Maghreb, comme au Sud du Sahara.

- La France, disant cela, reste logique avec elle-même : d'ici à 1988, le pourcentage de notre Produit intérieur brut `PIB` consacré, comme le recommandent les Nations unies, à l'aide au développement sera porté à 0,7 %, l'aide aux pays les moins avancés `PMA` à 0,15 %, et la participation de la France à l'Agence pour le développement international `AID` - en dépit de regrettables défaillances de grands pays industriels - sera elle-même maintenue.

- Nous encourageons activement la Communauté économique européenne à oeuvrer dans cette voie. Enfin, nous saisissons toute occasion de favoriser l'accroissement des crédits `FMI` destinés au développement, la stabilisation du cours des matières premières, l'autosuffisance alimentaire, et l'aide aux pays dépourvus d'énergie. Dans chacun des pays d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient et d'Amérique centrale où je me suis rendu, j'ai recherché le moyen de convaincre nos partenaires industriels afin de progresser dans cette voie.\

Messieurs les représentants, le Maroc est - et vous le vivez - placé dans une exceptionnelle position stratégique. Il suffit de regarder la carte du monde pour s'en convaincre. Cette situation comporte des responsabilités et des risques dont votre pays a une vieille et solide expérience. Elle vous conduit à élargir sans cesse votre horizon et à peser, par des positions clairement établies, sur les grands problèmes du moment. Je voudrais m'attarder, si vous le permettez, sur quelques-uns d'entre eux.

- Nous ne pouvons pas, de par ce que nous sommes, avoir sur l'un des plus complexes de ces problèmes, celui du Proche-Orient, des points de vue strictement identiques. Mais j'observe que nous nous retrouvons sur la démarche qui seule peut mener à la paix et que nos objectifs sont proches : reconnaître et garantir sur une base équitable les droits des peuples et des Etats de cette région. Ce qui veut dire en clair qu'Israël doit vivre dans des frontières sûres et reconnues comme le demandent les Nations unies et que le peuple palestinien doit être mis en mesure de déterminer lui-même son destin. Sur la méthode, chacun est libre de proposer et nul ne s'en prive. Pour m'en tenir au présent il existe la résolution franco - égyptienne, déposée au Conseil de sécurité des Nations unies, le plan Reagan, les conclusions du sommet de Fès, et l'essentiel pour moi est que les initiatives se complètent et se renforcent l'une et l'autre, au lieu de se contrarier.

- Sa Majesté, le Roi Hassan II que j'ai eu grand plaisir à recevoir il y a quelques temps en France, auquel je dois cette invitation qui me paraît historiquement si utile, et dont je connais le rôle et le sens des responsabilités, par la mission qu'il remplit et qui a permis la réussite du sommet de Fès, a accru les chances de la paix. Le Comité des Sept, conduit par votre souverain, ou par le roi Hussein de Jordanie, que j'ai moi-même reçu, a su faire valoir ces progrès dans les pays, parmi lesquels la France, où il s'est rendu. Il appartient maintenant aux partenaires du Proche-Orient, d'en saisir toutes les opportunités. Je crois que ces progrès ont été accomplis, dans votre pays, par une rencontre qui semblait si difficile à réaliser et qui n'a pu l'être que par des trésors de patience, d'ingéniosité et d'imagination historique. Je crois que cette rencontre-là compte et comptera beaucoup dans l'évolution d'une tragique situation.

- Je rappellerai, pour m'en tenir à l'affaire du Liban, que la France reste disponible, dans ce domaine comme dans les autres, pour participer aux forces de la paix levées sous l'égide des Nations unies. Elle a encore, aujourd'hui, mille six cents soldats qui apportent à Beyrouth, à côté des militaires italiens, britanniques et américains, la garantie d'une présence multinationale.

- Ailleurs, un conflit absurde et sanglant oppose deux pays : l'Irak et l'Iran. Je crois comprendre votre préoccupation, comme vous comprenez la position de la France. Mon pays ne souhaite pas que l'équilibre multiséculaire, établi dans cette région du golfe, soit bouleversé. Toute possibilité de médiation devrait être offerte, et je l'espère, sera saisie.\

Bien que la France ne soit pas un pays africain, elle entretient avec de nombreux pays de ce continent, dont le vôtre, au premier chef, du fait de l'histoire et de la géographie, - on pourrait ajouter du fait de la culture - des liens privilégiés qu'elle entend non seulement conserver, mais aussi vivifier. C'est à ce titre, et sans vouloir se substituer aux intéressés, ni dicter sa conduite à

quiconque, que la France a pris position. Namibie, Tchad, Sahara occidental : faisons simplement les souhaits de la France. Que les peuples puissent faire entendre leurs voix & que les évolutions nécessaires se fassent par la négociation & que les conflits soient réglés par les principaux intéressés & que les grandes puissances soient le plus possible tenues à l'écart de ces conflits qui ne leur offrent déjà que trop d'occasions d'intervenir et qu'au total, l'Afrique réussisse à résoudre ses vrais problèmes en préservant son unité.

- Voilà pourquoi j'ai déclaré, lors d'un récent voyage en Afrique noire, qu'il fallait laisser le Tchad se reconstruire. Voilà pourquoi l'indépendance de la Namibie est une nécessité. Voilà pourquoi je me suis toujours déclaré favorable à l'autodétermination des populations du Sahara occidental et donc à un référendum, les procédures étant mises en place, s'il le faut, sous le contrôle d'institutions internationales qualifiées. C'est dire à quel point, j'ai approuvé l'initiative de Sa Majesté le roi Hassan II et combien je souhaite que l'on s'en tienne à une démarche qui me paraît seule capable de répondre aux contradictions du moment.

- J'ai confiance dans le bon sens du peuple marocain, dans la sagesse de ses dirigeants, puisés aux sources d'une grande, d'une belle histoire. Que les peuples et les nations du Maroc, du Maghreb tout entier trouvent en eux-mêmes les ressources de l'entente et de la coopération, plusieurs fois esquissées pour affronter les batailles économiques, celle de la construction de l'avenir pour répondre aux besoins de leur jeunesse et quelle jeunesse ! Il suffisait de parcourir vos avenues en cette fin de matinée pour apercevoir le nombre de ces jeunes, chaleureux, enthousiastes, leurs capacités d'intelligence et d'imagination, pour savoir à quel point le Maroc - pays jeune - était pétri d'avenir en même temps que d'un riche passé.

- Et je répèterai ici ce que je dis partout ailleurs : les conflits locaux ou régionaux, s'ils durent, attirent et provoquent de nouveaux partenaires et, derrière eux, les plus puissants du monde. Tout conflit local ou régional, s'il dure, s'inscrit un jour dans le contexte de compétition planétaire et particulièrement de la compétition est - ouest. Je ne crois pas que cette issue soit désirable pour quiconque.\

Pour la France, comme pour vous, le Maroc, la Méditerranée, vous le disiez à l'instant, monsieur le président, présente une importance singulière. Non seulement parce qu'elle est le berceau de nos civilisations et que sur ses rivages, ou dans les régions alentours, ont été formulées, propagées la plupart des idées qui façonnent nos esprits & non seulement parce qu'elle a toujours été un lien, un chemin et non pas un obstacle, mais encore parce qu'elle est aujourd'hui essentielle au développement de nos échanges et à notre sécurité.

- L'expression "lac de paix", souhait autant que programme, a été souvent employée à son sujet. Cherchons à donner à cette aspiration une traduction utile. Les rencontres entre les pays de cette région demeurent aléatoires, trop espacées. Je propose qu'elles soient rendues plus nombreuses, d'abord entre nous et nos voisins immédiats, en attendant que d'autres pays, au Nord et au Sud et à l'Est et à l'Ouest de la Méditerranée, s'y joignent autant qu'il est souhaitable.\

Messieurs les représentants, l'avenir de votre pays est intimement lié, vous l'avez dit vous-même, à celui de l'Europe. Or, celle-ci affronte difficilement la crise mondiale qui met à l'épreuve non seulement son économie, mais aussi les structures communautaires, dont elle s'est dotée au lendemain de la guerre mondiale. Mais l'Europe conserve des atouts considérables. Sa puissance commerciale, industrielle, agricole, la place aux premiers rangs ou au tout premier. Sa démocratie, ses institutions, sa vie politique, demeurent vivaces, vigoureuses. Sa culture, sa civilisation devrais-je dire, rayonne et progresse. Et dans tous les domaines en dépit des troubles dus à la crise, les lignes de force de son avenir se dessinent. La politique de la France, celle de son gouvernement, encourage constamment dans les délibérations communautaires le développement des structures économiques, sociales et culturelles qui répondront aux nouveaux besoins de l'époque.

- Et l'élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal participe de cette action. Nous voulons seulement qu'avant de le conclure soit fixée entre les dix partenaires actuels l'organisation du Marché commun, là où elle se révèle défailante, notamment à l'égard des produits méditerranéens, et que soient pris en-compte au préalable les intérêts légitimes de tous, sans oublier les pays d'agriculture méditerranéenne associés à la Communauté économique. La France

s'en est toujours souciee. Je demande que cet examen ait lieu rapidement au niveau communautaire.\

Messieurs les représentants, les relations franco - marocaines, ou maroco - françaises, connaîtront encore bien des chapitres après celui que nous écrivons. Aujourd'hui, comme hier, la France sait que le Maroc est un pays à la personnalité originale et fière, une nation indomptable, un Etat aux traditions enracinées que personne n'a jamais ni vraiment, ni durablement dominé et qui a su assimiler de multiples apports tout en sachant rester lui-même. La France s'est engagée, de son côté, dans une -entreprise immense. Sa volonté, ses ressources, sont mobilisées pour atteindre des objectifs ambitieux, à l'intérieur comme à l'extérieur.

- Je ne suis qu'au début de ma visite dans votre pays. A votre souverain, Sa Majesté le roi Hassan II avec qui je m'entreprendrai longuement ce soir, et demain à Marrakech, je dirai ceci ou à peu près : "nous disposons déjà d'un grand héritage, celui qu'ont bâti ensemble, pendant des années, nos deux pays & ouvrons désormais les peuples français et marocain à l'avenir & inventons, mettons en place les formes de coopération adaptées qui pourront servir de modèle, les adapter non seulement aux jours que nous vivons, mais au Maroc et à la France du prochain millénaire".

- J'ai voulu dans cet exposé traiter devant vous des problèmes qui sortent de la compétence directe de nos relations bilatérales, relations bilatérales que j'évoquerai avec précision ce soir à l'issue du premier repas officiel qui me sera offert par Sa Majesté le roi.

- Je m'en serais voulu de limiter l'examen de la situation du monde à celle du canton, de la terre où nous sommes vous et nous. Vous êtes un grand pays, je dois vous saisir des problèmes qui intéressent la vie de l'espèce humaine toute entière. Vous avez une vocation, comme la nôtre, à traiter de tout ce qui intéresse la paix, la guerre, les conflits, la sécurité, le présent, l'avenir. Et si je vous fait juge de telle ou telle question, qui se trouve éloignée par la géographie de nos propres territoires, c'est parce que je reconnais la vocation d'un grand pays indépendant comme le vôtre à réfléchir et à intervenir sur toutes les affaires du temps et de la terre.

- Il n'y a pas de spécialisation, nous ne sommes pas simplement des partenaires bilatéraux, nous le sommes également de la relation Nord - Sud. Nous ne sommes pas seulement les spécialistes du développement. Nous ne sommes pas seulement des pays du sud de l'Europe, ou du Nord de l'Afrique, qui s'occupent de leurs petites affaires, même si ces petites affaires sont nécessaires et s'il faut les traiter avec le plus grand sérieux. Nous pouvons peser sur l'équilibre du monde. Vous et nous et, mieux encore, vous et nous ensemble.\

Vous avez évoqué, monsieur le président, les sacrifices consentis en-commun pour une grande cause, celle de la liberté des peuples dans le monde. Comment n'évoquerai-je pas en cet instant, et avant de conclure, le rôle joué par les Marocains qui ont, à travers leur histoire, laissé l'immense réputation d'hommes sans faille. Droits devant la mort et le sacrifice lorsqu'il s'agissait d'une cause touchant à leur histoire et au devenir de leur peuple. La France a reçu leur -concours. Que de sang répandu, mais aussi quel ciment entre nous, dont vous êtes, messieurs, les témoins ! Vous, dont le passé souvent s'identifie aux époques que j'évoque, et qui avez pris votre part à tant de combats. Non seulement ceux de votre indépendance, combat qui annoblit quiconque s'y consacre, mais aussi à des causes universelles qui mériteront toujours que l'on se mobilise.

- Je voudrais que chacun ressente la gravité que j'apporte à mes propos lorsque j'aborde ce sujet de l'amitié entre le Maroc et la France. Je suis moi-même comptable et dépositaire d'événements multiples auxquels j'ai participé dans ma propre jeunesse aux côtés de certains d'entre vous que j'aperçois ici. J'ai été parfois spectateur d'événements que j'approuvais ou que je déplorais. J'ai vu l'histoire se faire sous mes yeux, j'y ai parfois apporté ma contribution. Je voudrais que chacun d'entre vous put comprendre que ce qui compte d'abord c'est le respect de l'autre. Tout ce qui peut séparer, appréciation, situation politique, géographique ou historique différente de l'autre, tout ce qui peut signifier confrontation ou contradiction peut toujours se résoudre dès lors qu'il y a le respect, la considération de l'autre. Chaque fois qu'on y a manqué, on en a souffert, chaque fois qu'on en a tenu compte, on a grandi.

- C'est ainsi que le Maroc, sous la conduite de son souverain et représenté par ses élus prend

place de plus en plus sur la scène du monde et c'est ainsi que la France entend être un compagnon et un ami fidèle pour un peuple comme le vôtre.\